

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 37.963/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 22 décembre 2004, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "portant réforme de la carrière particulière de certains agents du Service public fédéral Finances et de l'Administration des Pensions du Ministère des Finances et portant diverses dispositions visant à l'exécution de l'arrêté royal du 5 septembre 2002 portant réforme de la carrière de certains agents des administrations de l'État", a donné le 13 janvier 2005 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. Le projet examiné s'inscrit dans le prolongement de la démarche entreprise lors de l'adoption de l'arrêté royal du 5 septembre 2002 portant réforme de la carrière de certains agents des administrations de l'État ⁽¹⁾. Il vise à appliquer les principes mis en oeuvre lors de la conversion des grades communs des anciens niveaux 4, 3, 2 et 2+ vers les niveaux D, C et B, aux grades particuliers des agents de niveaux 4, 3, 2 et 2+ du Service public fédéral Finances et de l'Administration des Pensions du ministère des Finances.

Dans le rapport au Roi relatif à l'arrêté royal du 5 septembre 2002, précité, on peut lire à cet égard :

"Le présent projet d'arrêté royal concerne les grades communs des niveaux précités. La problématique des grades particuliers doit encore être traitée dans le cadre des négociations sectorielles. Il sera insisté auprès des différents services publics pour qu'ils intègrent autant que possible les carrières de ces grades particuliers dans cette nouvelle carrière commune. Seules les carrières particulières pour lesquelles il existe un besoin fonctionnel, peuvent continuer à exister. Pour ces carrières particulières, les lignes de force de la modernisation doivent être suivies au maximum."

Le projet examiné s'inscrit dans cette logique. Il se limite, en effet à la création d'un seul grade particulier par niveau (collaborateur financier au niveau D, assistant financier au niveau C et expert fiscal au niveau B), accompagné du maintien de certains grades supprimés.

⁽¹⁾ Moniteur belge du 26 septembre 2002.

Le fait de devoir convertir les grades des agents dans un système comprenant moins de grades différents est une opération complexe. Elle implique que certains agents qui étaient, par le passé, traités de manières différentes seront, à l'avenir, traités de façon identique.

L'auteur du projet doit, par contre, être en mesure de justifier les différences de traitement qu'il entendrait, le cas échéant, créer entre des agents dont la situation actuelle est similaire, en ce qui concerne soit leur rémunération, soit l'évolution de leur carrière.

2. L'auteur du projet entend lui faire produire ses effets au 1^{er} janvier 2002, pour ce qui concerne les dispositions relatives au niveau D, au 1^{er} juin 2002, pour ce qui concerne les dispositions relatives au niveau C, au 1^{er} octobre 2002, pour ce qui concerne les dispositions relatives au niveau B et au 1^{er} septembre 2004 pour les articles 8, 9, 28, 29, 30, 44, 212 et 214.

Ces trois premières dates correspondent à celles de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 5 septembre 2002, précité, et la quatrième à celle de l'arrêté royal du 3 août 2004 portant modification de diverses dispositions réglementaires relatives aux niveaux B, C et D ⁽²⁾, qui l'a modifié.

La rétroactivité prévue par l'article 221 du projet répond donc à un souci de cohérence dans l'application de la réforme des carrières aux agents porteurs de grades communs ou de grades particuliers.

Il revient toutefois à l'auteur du projet de vérifier qu'aucun effet rétroactif n'est donné aux dispositions qui pourraient influencer de manière défavorable la situation des agents concernés.

⁽²⁾ Moniteur du 16 août 2004, erratum du 27 août 2004.

Observations particulières

Préambule

Il convient de ne viser, au préambule d'un projet d'arrêté réglementaire, que les seules dispositions qui soit lui procurent un fondement légal, soit sont modifiées par celui-ci.

La publication d'un rapport au Roi permet, en outre, d'attirer l'attention des destinataires de la norme sur l'existence d'autres textes dont la lecture est utile à la bonne compréhension des nouvelles dispositions et qui, à défaut, pourraient faire l'objet d'un considérant.

Il n'est dès lors nécessaire de viser, dans le préambule du projet examiné, que les seuls articles 37 et 107 de la Constitution, au titre de fondement légal, ainsi que les arrêtés auxquels il apporte des modifications, à savoir :

- l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du ministère des Finances, ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du statut des agents de l'État;
- l'arrêté royal du 7 décembre 1992 portant diverses mesures en faveur des agents des services extérieurs de l'Administration des douanes et accises dont l'emploi est supprimé par suite de l'instauration du marché intérieur de 1993.

Dispositif

Article 32

L'article 32, § 1^{er}, du projet, prévoit que les agents titulaires des grades de vérificateur ou de géomètre des finances (niveau 2+) sont nommés d'office aux grades d'expert financier ou d'expert fiscal adjoint (grade supprimé), de niveau B, selon qu'ils exercent ou non une fonction de nature fiscale. Cette disposition prévoit également que les agents titulaires des grades de vérificateur principal ou de géomètre-expert des

.../...

finances (niveau 2+) sont nommés d'office aux grades d'expert financier et administratif (grade supprimé) ou d'expert fiscal, de niveau B, selon qu'ils exercent ou non une fonction de nature fiscale. La notion de fonction de nature non-fiscale est, pour sa part, définie à l'article 33 du projet.

L'article 35, § 1^{er}, du projet, prévoit que :

"Les agents visés à l'article 32 du présent arrêté sont intégrés, à la date de leur nomination d'office, dans l'échelle de traitement attachée à leur nouveau grade conformément à l'annexe 1."

L'annexe 1 du projet ne mentionne toutefois, en regard des grades supprimés de vérificateur et de géomètre des finances, que le nouveau grade d'expert financier. De même, en regard des grades supprimés de vérificateur principal et de géomètre-expert des finances, seul le nouveau grade d'expert financier et administratif (grade supprimé) figure dans la colonne 3.

Il convient de mentionner, dans le tableau figurant à l'annexe 1 du projet, que les agents titulaires des grades supprimés précités exerçant des fonctions de nature fiscale sont nommés dans les nouveaux grades d'expert fiscal adjoint (grade supprimé) ou d'expert fiscal.

Articles 46 et suivants

L'article 45 du projet énonce :

"L'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du ministère des Finances ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du Statut des agents de l'État est modifié :

- 1° conformément aux dispositions de la section Ire, contenant les articles 46 à 132, en ce qui concerne le Service public fédéral Finances et son personnel;
- 2° conformément aux dispositions de la section II, contenant les articles 133 à 192, en ce qui concerne l'administration des pensions du ministère des Finances et son personnel."

.../...

À côté des modifications rendues nécessaires par la réforme des carrières des niveaux D, C et B, les articles 46 à 132 du projet apportent à l'arrêté royal du 29 octobre 1971, précité, de nombreuses adaptations terminologiques destinées à adapter cet arrêté à la nouvelle structure des services publics fédéraux.

Il ne comprend cependant aucune modification aux chapitres III (Conseil de direction), IV (Comité directeur des administrations fiscales - Administration des affaires fiscales - Comité permanent de lutte contre la fraude fiscale - Comité directeur du Trésor), V (Cellule d'audit interne des administrations fiscales) et VI (Cellule d'audit interne de l'Administration de la Trésorerie) du Titre I^{er} de cet arrêté.

Interrogé sur ce point, le fonctionnaire délégué a répondu :

"Il est exact que des modifications n'ont pas été apportées aux chapitres III, IV, V et VI de l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le Règlement organique du ministère des Finances ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du Statut des agents de l'État.

Le but essentiel des trois projets d'arrêtés royaux en préparation est de porter réforme aux carrières particulières des niveaux B, C et D au S.P.F. Finances et à l'administration des pensions du ministère des Finances.

Pour ce faire, des modifications importantes devaient être apportées aux annexes du Règlement organique.

Nous en avons profité pour faire une opération de «toiletage» (modifier «ministère» par «service public fédéral» ou «secrétaire général» par «président du Comité de direction») qui ne nécessitait pas d'étude importante.

Les chapitres III, IV, V et VI du Règlement organique concernent la structure de la haute direction. Le Comité de direction ne s'est pas encore prononcé quant à la détermination de la future structure du S.P.F. Finances compte tenu du fait que les réformes en cours ne sont pas encore terminées.

Il est bien évident que ces chapitres feront l'objet d'une adaptation dès que les décisions auront été prises.

Il ne nous est pas apparu opportun de procéder, dans ces chapitres, à la même opération de «toiletage» dans la mesure où, par exemple, les fonctions d'administrateur général des impôts et d'administrateur général adjoint des impôts ont été supprimées.

Dans ce contexte, il est à noter qu'il n'était pas possible d'attendre une décision finale quant à la future structure de la haute direction sous peine d'encore retarder la réforme des carrières particulières qui, pour certains, prend cours dès le 1^{er} janvier 2002."

.../...

Dans cet ordre d'idées, le Conseil d'État aperçoit mal la raison pour laquelle les mots "Conseil de direction" sont remplacés par les mots "Comité de direction" dans les autres dispositions de l'arrêté.

Article 71

À l'article 71 du projet (article 17, alinéa 1^{er}, en projet, de l'arrêté royal du 29 octobre 1971, précité), il est encore fait référence au niveau 1, alors que l'arrêté royal du 4 août 2004 relatif à la carrière du niveau A des agents de l'État est entré en vigueur le 1^{er} décembre 2004.

Interrogé sur ce point, le fonctionnaire délégué a apporté la réponse suivante :

"Étant donné qu'au niveau 1, la quasi-totalité des grades sont particuliers au S.P.F. Finances, une négociation séparée devra avoir lieu en Comité de Secteur II - Finances avant de faire la conversion vers le niveau A.

Dans l'état actuel des choses, l'arrêté royal du 4 août 2004 n'est pas d'office applicable aux grades particuliers du département."

Cette observation vaut également pour l'article 74 du projet (20 en projet).

Article 74

La sécurité juridique commande que les articles modifiés soient identifiés avec précision dans la phrase liminaire des dispositions modificatives du projet.

Pour ce faire, il convient de ne mentionner que leurs modifications encore en vigueur, et de préciser s'il s'agit d'une insertion, d'une modification ou d'un remplacement.

À l'article 74 du projet (article 20, en projet, de l'arrêté royal du 29 octobre 1971, précité), il suffit dès lors de mentionner que cette disposition a été remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 ⁽³⁾.

La même observation vaut pour les articles 82 et 92 du projet.

Article 95 et suivants

L'annexe I de l'arrêté royal du 29 octobre 1971, précité, a été remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 précité, et ensuite modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin et 5 juillet 1999 ⁽⁴⁾. Elle doit dès lors être identifiée, dans la phrase liminaire des dispositions qui la modifient, à savoir les articles 95 à 116 du projet, en mentionnant également ces deux modifications.

Cette observation vaut également pour l'annexe II du même arrêté royal, que les articles 117 à 129 du projet visent à modifier ainsi que pour les dispositions similaires de la section II du chapitre VI du projet.

Article 104

À l'annexe I de l'arrêté royal du 29 octobre 1971, précité, à la rubrique "rang 10", sous le grade de premier attaché des finances, dans la colonne 2, le point E ne comprend qu'un seul alinéa.

⁽³⁾ Arrêté royal du 6 juillet 1997 modifiant l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du ministère des Finances, ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du Statut des agents de l'État (Moniteur belge du 31 juillet 1997, erratum 4 novembre 1997).

⁽⁴⁾ Arrêté royal du 17 juin 1999 relatif au personnel informatique du ministère des Finances (Moniteur belge du 31 juillet 1999) et arrêté royal du 5 juillet 1999 modifiant l'arrêté royal du 6 juillet 1997 modifiant l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du ministère des Finances, ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du statut des agents de l'État (Moniteur belge du 31 juillet 1997).

À l'article 104, 6°, du projet, les mots "alinéa 1^{er}" doivent dès lors être supprimés.

Article 110

Dans la version française de l'article 110 du projet, la phrase liminaire est incomplète.

Article 125

Dans le tableau figurant à l'article 125 du projet (annexe II, en projet, de l'arrêté royal du 29 octobre 1971, précité), sous la mention "Niveau C Assistant financier", dans la colonne 1, au point 1.a), il convient d'ajouter que le grade d'assistant financier adjoint est un grade supprimé, comme en a convenu le fonctionnaire délégué.

La même observation vaut pour l'article 184 du projet.

Article 130

À l'article 130 du projet, il convient de préciser que l'annexe III de l'arrêté royal du 29 octobre 1971 a été modifiée par l'arrêté royal du 5 juillet 1999, précité.

La même observation vaut pour l'article 189 du projet.

Article 131

À l'article 131 du projet, il convient de préciser que l'annexe V de l'arrêté royal du 29 octobre 1971 a été remplacée par l'arrêté royal du 1^{er} mars 1998 ⁽⁵⁾, et modifiée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997, précité.

La même observation vaut pour l'article 191 du projet.

Articles 133 à 192

Les articles 133 à 192, formant la section II du chapitre VI du projet, visent à modifier l'arrêté royal du 29 octobre 1971, précité, pour son application à l'administration des pensions du ministère des Finances.

L'article 2, § 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 23 mai 2001 portant création du Service public fédéral Sécurité sociale, inséré par l'arrêté royal du 24 décembre 2002, dispose pourtant :

"Il (le S.P.F. Sécurité sociale) reprend, à la date qu'il (le ministre qui a les affaires sociales et les pensions dans ses attributions) fixe, le service du ministère des Finances chargé de la mission des pensions."

Interrogé sur ce point, le fonctionnaire délégué a apporté la réponse suivante :

"Un projet d'arrêté visant à supprimer cette disposition a été soumis au contrôle administratif et budgétaire et négocié en Comité de secteur II - Finances.

Il appartient au Ministre des Pensions, à qui il a été transmis, de le finaliser."

⁽⁵⁾ Arrêté royal du 1^{er} mars 1998 insérant les dispositions relatives à l'évaluation des agents de l'État dans certains textes réglementaires du ministère des Finances (Moniteur belge du 12 juin 1998, erratum 17 juillet 1998).

Articles 194 et 195

1. Dans la phrase liminaire de l'article 194 du projet, il convient d'indiquer que l'article 16 de l'arrêté royal du 7 décembre 1992, précité, a été modifié par l'arrêté royal du 10 juillet 1996. ⁽⁶⁾

2. Dans la phrase liminaire de l'article 195 du projet, il convient de remplacer les mots "1^{er} juillet 1996" par "10 juillet 1996".

Article 203

À l'article 203, § 1^{er}, du projet, il convient de remplacer, comme en a convenu le fonctionnaire délégué, les mots "Sans préjudice de l'article 199" par les mots "Sans préjudice de l'article 202".

Article 206

Le fonctionnaire délégué a apporté les précisions suivantes, à propos des indemnités auxquelles l'article 206 du projet fait référence :

"Il s'agit principalement des indemnités visées à l'arrêté ministériel du 12 avril 1965 (non publié) relatif à l'octroi d'une indemnité pour frais de tournée, d'une indemnité pour usage d'un vélo et d'indemnités particulières couvrant des frais de déplacement à certains agents du ministère des Finances.

⁽⁶⁾ Arrêté royal du 10 juillet 1996 portant simplification de la carrière de certains agents du Service public fédéral Finances appartenant aux niveaux 2+, 2, 3 et 4 (Moniteur belge du 26 juillet 1996).

Cet arrêté prévoit un montant d'indemnités différent selon le niveau.

Il est à noter qu'on ne vise que les indemnités et pas les allocations."

Il conviendrait de publier l'arrêté ministériel en question.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 37.963/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 22 december 2004 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende hervorming van de bijzondere loopbaan van sommige ambtenaren van de Federale Overheidsdienst Financiën en de Administratie der pensioenen van het Ministerie van Financiën en houdende diverse bepalingen tot uitvoering van het koninklijk besluit van 5 september 2002 houdende hervorming van de loopbaan van sommige ambtenaren in de rijksbesturen", heeft op 13 januari 2005 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

*
* *

Algemene opmerkingen

1. Het voorliggende ontwerp ligt in het verlengde van de stappen die gedaan zijn bij de goedkeuring van het koninklijk besluit van 5 september 2002 houdende hervorming van de loopbaan van sommige ambtenaren in de Rijksbesturen ⁽¹⁾. Het beoogt de beginselen toe te passen die zijn ingevoerd bij de omzetting van de gemene graden van de vroegere niveaus 4, 3, 2 en 2+ naar de niveaus D, C en B, op de bijzondere graden van de ambtenaren van de niveaus 4, 3, 2 en 2+ van de Federale Overheidsdienst Financiën en van de Administratie der Pensioenen van het Ministerie van Financiën.

In het verslag aan de Koning betreffende het voormelde koninklijk besluit van 5 september 2002 staat in dat verband te lezen :

"Het voorliggend ontwerp van koninklijk besluit heeft betrekking op de gemene graden van de betrokken niveaus. De problematiek van de bijzondere graden dient nog in het kader van sectorieel overleg te worden behandeld. Er zal wel bij de verschillende openbare diensten op worden aangedrongen de loopbanen van deze bijzondere graden zoveel mogelijk in deze gemene loopbaan in te passen. Enkel bijzondere loopbanen die functioneel verantwoord zijn, kunnen blijven bestaan. Voor deze bijzondere loopbanen dienen de krachtlijnen van de modernisering maximaal te worden toegepast."

⁽¹⁾ Belgisch Staatsblad van 26 september 2002.

Het voorliggende ontwerp past in die logica. Het beperkt zich er immers toe één enkele bijzondere graad per niveau in te stellen (financieel medewerker in niveau D, financieel assistent in niveau C en fiscaal deskundige in niveau B), samen met de handhaving van bepaalde afgeschafte graden.

De graden van de ambtenaren moeten omzetten in een systeem dat minder verschillende graden bevat is een ingewikkelde onderneming. Zij impliceert dat bepaalde ambtenaren, die in het verleden op verschillende wijze behandeld werden, in de toekomst op dezelfde voet worden behandeld.

De steller van het ontwerp moet daarentegen bij machte zijn de verschillen in behandeling te rechtvaardigen die hij, in voorkomend geval, wil doen ontstaan tussen ambtenaren wier huidige situatie identiek is wat ofwel hun bezoldiging, ofwel de voortgang van hun loopbaan betreft.

2. De steller van het ontwerp beoogt het in werking te laten treden per 1 januari 2002, voor wat de bepalingen betreffende niveau D betreft, per 1 juni 2002, voor wat de bepalingen met betrekking tot niveau C betreft, per 1 oktober 2002, voor wat de bepalingen met betrekking tot niveau B betreft en per 1 september 2004, voor de artikelen 8, 9, 28, 29, 30, 44, 212 en 214.

Die eerste drie data stemmen overeen met die van de inwerkingtreding van het voormelde koninklijk besluit van 5 september 2002 en de vierde datum met die van het koninklijk besluit van 3 augustus 2004 houdende wijziging van verscheidene reglementaire bepalingen betreffende de niveaus B, C en D ⁽²⁾, dat het heeft gewijzigd.

De terugwerking waarin artikel 221 van het ontwerp voorziet, beantwoordt dus aan een streven naar coherentie in de toepassing van de hervorming van de loopbanen op de ambtenaren die gemene of bijzondere graden bekleden.

⁽²⁾ Staatsblad van 16 augustus 2004, erratum van 27 augustus 2004.

Het staat evenwel aan de steller van het ontwerp na te gaan of aan de bepalingen die een ongunstige weerslag zouden kunnen hebben op de situatie van de betrokken ambtenaren, geen terugwerking wordt verleend.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

In de aanhef van een ontwerp van reglementair besluit dient alleen verwezen te worden naar de bepalingen die ofwel rechtsgrond ervoor opleveren, ofwel erdoor gewijzigd worden.

De bekendmaking van een verslag aan de Koning biedt bovendien de mogelijkheid de adressaten van de regelgevende tekst erop te wijzen dat er andere teksten bestaan waarvan de lezing dienstig is voor een goed begrip van de nieuwe bepalingen en die, bij ontstentenis van een verslag aan de Koning, zouden kunnen worden opgenomen in een overweging.

Bijgevolg heeft in de aanhef van het voorliggende ontwerp alleen te worden verwezen naar de artikelen 37 en 107 van de Grondwet, bij wijze van rechtsgrond, alsmede naar de besluiten waarin het wijzigingen aanbrengt, te weten :

- het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financiën en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het statuut van het rijkspersoneel;
- het koninklijk besluit van 7 december 1992 houdende diverse maatregelen ten gunste van de ambtenaren van de buitendiensten van de Administratie der douane en accijnzen van wie de betrekking wordt afgeschaft ten gevolge van het tot stand komen van de interne markt in 1993.

DispositiefArtikel 32

Artikel 32, § 1, van het ontwerp bepaalt dat ambtenaren die de graad bekleden van verificateur of landmeter van financiën (niveau 2+), ambtshalve worden benoemd tot financieel deskundige of adjunct-fiscaal deskundige (afgeschafte graad), niveau B, naargelang zij al dan niet een functie van fiscale aard uitoefenen. Deze bepaling stelt eveneens dat ambtenaren die de graad bekleden van eerstaanwendend verificateur of landmeter-expert van financiën (niveau 2+) ambtshalve worden benoemd tot financieel en administratief deskundige (afgeschafte graad) of fiscaal deskundige, niveau B, naargelang zij al dan niet een functie van fiscale aard uitoefenen. Het begrip "functie van niet-fiscale aard" wordt van zijn kant omschreven in artikel 33 van het ontwerp.

Artikel 35, § 1, van het ontwerp bepaalt :

"De in artikel 32 van dit besluit bedoelde ambtenaren worden, op de datum van hun ambtshalve benoeming, ingeschaald in de weddenschaal verbonden aan hun nieuwe graad overeenkomstig de bijlage 1."

In bijlage 1 bij het ontwerp wordt evenwel, naast de afgeschafte graden van verificateur en landmeter van financiën, alleen de nieuwe graad van financieel deskundige vermeld. Evenzo staat naast de afgeschafte graden van eerstaanwendend verificateur en landmeter-expert van financiën alleen de nieuwe graad van financieel en administratief deskundige (afgeschafte graad) in kolom 3.

In de tabel die als bijlage 1 bij het ontwerp is gevoegd dient te worden vermeld dat ambtenaren die de voormelde afgeschafte graden bekleden en een functie van fiscale aard uitoefenen, benoemd worden in de nieuwe graden van adjunct-fiscaal deskundige (afgeschafte graad) of fiscaal deskundige.

Artikelen 46 en volgende

Artikel 45 van het ontwerp stelt het volgende :

"Art. 45. Het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financiën en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het Statuut van het Rijkspersoneel wordt gewijzigd :

- 1 ° overeenkomstig de bepalingen van afdeling I, die de artikelen 46 tot 132 omvat, wat betreft de Federale Overheidsdienst Financiën en zijn personeel;
- 2 ° overeenkomstig de bepalingen van de afdeling II, die de artikelen 133 tot 192 omvat, wat betreft de Administratie der pensioenen van het Ministerie van Financiën en zijn personeel."

Naast de wijzigingen die noodzakelijk geworden waren door de hervorming van de niveaus D, C en B, brengen de artikelen 46 tot 132 van het ontwerp in het voormelde koninklijk besluit van 29 oktober 1971 talrijke terminologische aanpassingen aan om dat besluit in overeenstemming te brengen met de nieuwe structuur van de federale overheidsdiensten.

In het besluit is evenwel geen enkele wijziging aangebracht in de hoofdstukken III (Directieraad), IV (Directiecomité van de fiscale administraties - Administratie van fiscale zaken - Vast comité voor de strijd tegen de fiscale fraude - Directiecomité van de Schatkist.), V (Interne Audit-cel van de fiscale administraties), en VI (Interne Audit-cel van de Administratie der Thesaurie) van Titel I van dat besluit.

Om uitleg gevraagd daaromtrent, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord :

"Il est exact que des modifications n'ont pas été apportées aux chapitres III, IV, V et VI de l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le Règlement organique du ministère des Finances ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du Statut des agents de l'État.

Le but essentiel des trois projets d'arrêtés royaux en préparation est de porter réforme aux carrières particulières des niveaux B, C et D au S.P.F. Finances et à l'administration des pensions du ministère des Finances.

.../...

Pour ce faire, des modifications importantes devaient être apportées aux annexes du Règlement organique.

Nous en avons profité pour faire une opération de «toiletage» (modifier «ministère» par «service public fédéral» ou «secrétaire général» par «président du Comité de direction») qui ne nécessitait pas d'étude importante.

Les chapitres III, IV, V et VI du Règlement organique concernent la structure de la haute direction. Le Comité de direction ne s'est pas encore prononcé quant à la détermination de la future structure du S.P.F. Finances compte tenu du fait que les réformes en cours ne sont pas encore terminées.

Il est bien évident que ces chapitres feront l'objet d'une adaptation dès que les décisions auront été prises.

Il ne nous est pas apparu opportun de procéder, dans ces chapitres, à la même opération de «toiletage» dans la mesure où, par exemple, les fonctions d'administrateur général des impôts et d'administrateur général adjoint des impôts ont été supprimées.

Dans ce contexte, il est à noter qu'il n'était pas possible d'attendre une décision finale quant à la future structure de la haute direction sous peine d'encore retarder la réforme des carrières particulières qui, pour certains, prend cours dès le 1^{er} janvier 2002."

In diezelfde gedachtegang is het de Raad van State niet duidelijk waarom in de overige bepalingen van het besluit de woorden "de directieraad" vervangen worden door de woorden "het directiecomité".

Artikel 71

In artikel 71 van het ontwerp (ontworpen artikel 17, eerste lid, van het voornoemde koninklijk besluit van 29 oktober 1971) wordt nog verwezen naar niveau 1, terwijl het koninklijk besluit van 4 augustus 2004 betreffende de loopbaan van niveau A van het Rijkspersoneel in werking is getreden op 1 december 2004.

Daaromtrent om uitleg verzocht heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord :

"Étant donné qu'au niveau 1, la quasi-totalité des grades sont particuliers au S.P.F. Finances, une négociation séparée devra avoir lieu en Comité de Secteur II - Finances avant de faire la conversion vers le niveau A.

.../...

Dans l'état actuel des choses, l'arrêté royal du 4 août 2004 n'est pas d'office applicable aux grades particuliers du département."

Die opmerking geldt eveneens voor artikel 74 van het ontwerp (het ontworpen artikel 20).

Artikel 74

De rechtszekerheid gebiedt dat de gewijzigde artikelen nauwkeurig worden aangeduid in de inleidende zin van de wijzigingsbepalingen van het ontwerp.

Daartoe hoeven alleen de nog geldende wijzigingen ervan te worden vermeld en moet worden aangegeven of het een invoeging betreft, een wijziging of een vervanging.

Het is bijgevolg voldoende om in artikel 74 van het ontwerp (ontworpen artikel 20 van het voornoemde koninklijk besluit van 29 oktober 1971) te vermelden dat die bepaling is vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 ⁽³⁾.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 82 en 92 van het ontwerp.

Artikel 95 en volgende

Bijlage I bij het voornoemde koninklijk besluit van 29 oktober 1971 is vervangen bij het voornoemde koninklijk besluit van 6 juli 1997 en is vervolgens

⁽³⁾ Koninklijk besluit van 6 juli 1997 tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financiën en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het statuut van het Rijkspersoneel (Belgisch Staatsblad van 31 juli 1997, erratum 4 november 1997).

gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni en 5 juli 1999 ⁽⁴⁾. Naar die bijlage moet derhalve in de inleidende zin van de bepalingen waarbij ze gewijzigd wordt, dat wil zeggen de artikelen 95 tot 116 van het ontwerp, verwezen worden met vermelding van ook die twee wijzigingen.

Die opmerking geldt eveneens voor bijlage II bij datzelfde koninklijk besluit, die de artikelen 117 tot 129 van het ontwerp beogen te wijzigen, alsmede voor de soortgelijke bepalingen van hoofdstuk VI, afdeling II, van het ontwerp.

Artikel 104

In bijlage I bij het voornoemde koninklijk besluit van 29 oktober 1971 bevat punt E van de rubriek "rang 10", onder de graad van eerste attaché van financiën, in kolom 2, slechts één enkel lid.

Bijgevolg moeten in artikel 104, 6°, van het ontwerp de woorden ", eerste lid," vervallen.

Artikel 110

De inleidende zin van artikel 110 van het ontwerp is onvolledig in de Franse lezing.

⁽⁴⁾ Koninklijk besluit van 17 juni 1999 betreffende het informaticapersoneel van het Ministerie van Financiën (Belgisch Staatsblad van 31 juli 1999) en koninklijk besluit van 5 juli 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 6 juli 1997 tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financiën en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het statuut van het Rijkspersoneel (Belgisch Staatsblad van 31 juli 1997).

Artikel 125

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat in de tabel opgenomen in artikel 125 van het ontwerp (ontworpen bijlage II bij het voornoemde koninklijk besluit van 29 oktober 1971) onder de vermelding "Niveau C Financieel assistent" in kolom 1, punt 1, a, moet worden toegevoegd dat de graad van adjunct-financieel assistent een afgeschafte graad is.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 184 van het ontwerp.

Artikel 130

In artikel 130 van het ontwerp moet worden gepreciseerd dat bijlage III bij het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 gewijzigd is bij het voornoemde koninklijk besluit van 5 juli 1999.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 189 van het ontwerp.

Artikel 131

In artikel 131 van het ontwerp moet worden gepreciseerd dat bijlage V bij het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 vervangen is bij het koninklijk besluit van 1 maart 1998 ⁽⁵⁾ en gewijzigd is bij het voornoemde koninklijk besluit van 6 juli 1997.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 191 van het ontwerp.

⁽⁵⁾ Koninklijk besluit van 1 maart 1998 tot invoering van de bepalingen inzake de evaluatie van de Rijksambtenaren in bepaalde reglementaire teksten van het Ministerie van Financiën (Belgisch Staatsblad van 12 juni 1998, erratum 17 juli 1998).

Artikelen 133 tot 192

De artikelen 133 tot 192, die afdeling II van hoofdstuk VI van het ontwerp vormen, beogen het voornoemde koninklijk besluit van 29 oktober 1971 te wijzigen wat de toepassing ervan op de administratie der pensioenen van het Ministerie van Financiën betreft.

Artikel 2, § 2, tweede lid, van het koninklijk besluit van 23 mei 2001 houdende oprichting van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 24 december 2002, bepaalt evenwel :

"Op de datum die hij (de minister bevoegd voor sociale zaken en pensioenen) vaststelt neemt hij (de FOD Sociale Zekerheid) van het Ministerie van Financiën de dienst over die belast is met de pensioenen."

Daaromtrent om uitleg verzocht heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord :

"Un projet d'arrêté visant à supprimer cette disposition a été soumis au contrôle administratif et budgétaire et négocié en Comité de secteur II - Finances.

Il appartient au Ministre des Pensions, à qui il a été transmis, de le finaliser."

Artikelen 194 en 195

1. In de inleidende zin van artikel 194 van het ontwerp moet worden aangegeven dat artikel 16 van het voornoemde koninklijk besluit van 7 december 1992 gewijzigd is bij het koninklijk besluit van 10 juli 1996 ⁽⁶⁾.

2. In de Franse lezing van de inleidende zin van artikel 195 van het ontwerp moeten de woorden "1^{er} juillet 1996" vervangen worden door de woorden "10 juillet 1996".

⁽⁶⁾ Koninklijk besluit van 10 juli 1996 ter vereenvoudiging van de loopbaan van sommige ambtenaren van de Federale Overheidsdienst Financiën behorende tot de niveaus 2+, 2, 3 en 4 (Belgisch Staatsblad van 26 juli 1996).

Artikel 203

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat in artikel 203, § 1, van het ontwerp de woorden "Onverminderd artikel 199" vervangen worden door de woorden "Onverminderd artikel 202".

Artikel 206

In verband met de vergoedingen waarvan sprake is in artikel 206 van het ontwerp, heeft de gemachtigde ambtenaar de volgende toelichting verstrekt :

"Il s'agit principalement des indemnités visées à l'arrêté ministériel du 12 avril 1965 (non publié) relatif à l'octroi d'une indemnité pour frais de tournée, d'une indemnité pour usage d'un vélo et d'indemnités particulières couvrant des frais de déplacement à certains agents du ministère des Finances.

Cet arrêté prévoit un montant d'indemnités différent selon le niveau.

Il est à noter qu'on ne vise que les indemnités et pas les allocations."

Het ministerieel besluit in kwestie dient te worden bekendgemaakt.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS